

# SÉNAT

SESSION ORDINAIRE OUVERTE LE 28 AVRIL 1959

Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juillet 1959.

## RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

*Au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées (1) à la suite de la mission d'information effectuée en Algérie par une délégation de la Commission.*

Par MM. Pierre de CHEVIGNY, Vincent ROTINAT,  
le Général Jean GANEVAL, Léon MESSAUD et Jean NOURY

Sénateurs.

Mesdames, Messieurs,

Votre Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées, constituée seulement depuis le 12 mai 1959, a estimé qu'il était de son devoir de déléguer le plus rapidement

---

(1) Cette Commission est composée de : MM. Vincent Rotinat, *président* ; Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales, *vice-présidents* ; Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard, *secrétaires* ; Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Chérif Benhabyles, Bentchicou Ahmed, le général Antoine Béthouart, Marcel Boulangé, Jean Brajeux, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Georges Dardel, Gaston Defferre, Mme Renée Dervaux, MM. René Dubois, Roger Duchet, Baptiste Dufeu, Claude Dumont, Yves Estève, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Guy de La Vasselais, Edouard Le Bellegou, Jean Lecanuet, Marcel Lemaire, Etienne Le Sassiier-Boisauné, Louis Leygue, Roger Marcellin, Jacques Murette, Merred Ali, Léon Messaud, Pierre Métayer, François Mitterrand, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Mustapha Menad, Neddaf Labidi, François de Nicolay, Jean Noury, Ouella Hacène, Henri Parisot, Pierre Patria, Jean Périquier, le général Ernest Petit, Edgard Pisani, Georges Rougeron, Sassi Benaïssa, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Jacques Verneuil, Jean-Louis Vigier, Michel Yver.

possible quelques-uns de ses membres pour se rendre compte de la situation en Algérie en ce début de l'été 1959, après bientôt cinq années d'une lutte fratricide, qui nous est imposée dans ce territoire et un peu plus d'une année après les événements qui, partis d'Alger, ont profondément modifié notre vie politique intérieure.

C'est lors de sa séance du 17 juin que la commission a décidé le principe de l'envoi d'une telle mission, dont le départ fut retardé d'une semaine à cause du débat sur l'Algérie, qui devait s'instaurer devant notre Assemblée à cette époque et que furent désignés pour l'accomplir MM. Rotinat, de Chevigny, le général Ganeval, Messaud et Noury.

Le présent rapport, établi à la suite de ce voyage de cinq jours qui, après plusieurs prises de contact utiles à Alger, s'est principalement effectué dans la partie Nord de l'Oranie — donc limité dans le temps et dans l'espace — n'a pas la prétention de refléter une opinion sur l'ensemble d'un problème, ni de tirer des conclusions d'ordre général.

Après une partie descriptive, au cours de laquelle seront regroupés, sous des rubriques différentes, les aspects militaires d'une part, humains d'autre part, de la pacification, suivis de quelques commentaires sur les exposés qui nous ont été présentés, nous avons toutefois estimé indispensable de tirer un certain nombre de conclusions qui, bien que partielles, chercheront à donner une analyse des impressions ressenties, ceci dans l'espoir qu'une contribution sera ainsi apportée, si modeste soit-elle, à la solution d'un problème qui pèse sur l'ensemble de la politique actuelle et future de notre pays.

### **L'aspect militaire de la pacification.**

I. — Parmi les entretiens d'ordre militaire que nous avons eus, il faut citer, en premier lieu, celui que, au matin du 1<sup>er</sup> juillet, nous a accordé le général Challe, commandant en chef.

A. — Celui-ci, après un rapide bilan de l'année 1958, retraçant les succès militaires obtenus notamment sur la frontière tunisienne en avril et mai 1958 et soulignant le choc moral obtenu par la fra-

ternisation et le prestige du Général de Gaulle sur la masse musulmane, a retracé les missions actuelles de l'armée :

1° Maintenir l'étanchéité des barrages et renforcer les deux barrages existants par de nouveaux éléments construits le long de la frontière.

(Résultats obtenus : de 70 à 80 % des passages sont stoppés.)

2° Protéger l'Algérie utile (zones habitées, plaines, etc.) ;

3° Réduire les unes après les autres les implantations rebelles dans les djebels afin de les ramener au niveau des possibilités des forces de maintien de l'ordre des secteurs :

a) Les opérations poursuivies par des Unités d'intervention sont terminées en Oranie où les pertes rebelles ont atteint 50 0/0 ;

b) Des opérations sont en cours dans le croissant montagneux entourant Alger.

4° Avec les forces des secteurs, nettoyer les djebels (afin d'empêcher les bandes réduites de s'y reformer) et pacifier les plaines.

Le général Challe a ensuite résumé les tâches qui restent à réaliser, parmi lesquelles il a cité la nécessité d'une action sur l'opinion mondiale ; l'armement des rebelles vient de l'étranger ; le moral des populations européenne et musulmane subit les fluctuations de la situation internationale.

Il faut encore poursuivre la reconversion de nos forces terrestres et aériennes aux missions algériennes ; le manque de cadres (sous-officiers de carrière) continue à se faire sentir ; on assiste à un vieillissement des officiers subalternes (l'âge moyen des capitaines est de 41 ans).

En conclusion, notre interlocuteur a toutefois souligné que l'efficacité de l'armée de terre s'était accrue dans de larges proportions.

B. — Dans la même matinée, des exposés militaires nous ont été faits à l'Etat-Major interarmées par le général de corps d'armée Dudognon, adjoint au commandant en chef, le colonel Georges de Boissieu et le colonel Pechaudra.

Le problème des effectifs a été tout d'abord traité. Pour remédier aux difficultés créées par les classes creuses, 50 0/0 des effectifs des unités nord-africaines et 20 0/0 des unités métropolitaines seront constitués par des Français musulmans ; les besoins en Français

musulmans prévus pour l'encadrement de ces unités ne pourront être satisfaits que pour moitié en ce qui concerne les officiers et pour 1/3 en ce qui concerne les sous-officiers.

Par suite du niveau intellectuel des Français musulmans incorporés, il n'est guère possible de faire davantage actuellement.

La proportion des désertions des militaires musulmans est de 1 pour mille dans les unités régulières et de 0,5 pour mille dans les harkas.

La question des barrages terrestres, de la surveillance maritime et aérienne a également été traitée. Nous nous proposons de la développer par la suite à propos de la relation de notre visite d'un poste sur le barrage.

C. — Notre entretien du 30 juin avec le général de division aérienne Martin, commandant la 5<sup>e</sup> région aérienne, a porté sur l'organisation de cette région. Sa caractéristique essentielle consiste en une adaptation très serrée des moyens aériens aux différents échelons de commandement terrestre.

Sa mission principale actuelle de maintien de l'ordre absorbe la presque totalité des moyens.

Les effectifs sont de 30.700 hommes, soit 24 0/0 des effectifs de l'armée de l'air

Un point à signaler : la formation d'aides spécialistes (provenant du contingent) nécessite de longs délais (9 mois environ) ; il y a intérêt à laisser ces personnels dans les unités et sur le même matériel jusqu'à leur libération afin de ne pas perdre le bénéfice de leur instruction : l'Armée de l'Air ne peut donc, pour mettre tout le monde sur le même pied, relever chaque année le personnel affecté en Algérie.

En ce qui concerne le matériel, l'Armée a à sa disposition 900 avions, soit 32 % des avions de l'Armée de l'Air. 27.000 heures de vol sont effectuées par mois, soit 39 % des heures de vol de l'Armée de l'Air.

Deux problèmes se posent :

1° Le remplacement des T 6 ; il faut un matériel simple, rustique, facile à mettre en œuvre ;

2° La production d'hélicoptères lourds (H 34) ; après une légère baisse cet été, la situation redeviendra normale et ira ensuite en s'améliorant sans atteindre toutefois le niveau souhaitable.

L'effort déjà fait pour la formation des pilotes d'hélicoptères va porter ses fruits et en 1960 le nombre d'équipages sera suffisant.

Dans la suite de notre voyage, il nous a été expliqué que, pour remplir sa mission essentielle en Algérie d'appui des forces terrestres, l'Armée de l'Air a été amenée à aménager un certain nombre de terrains permettant à ses unités d'être à pied d'œuvre pour intervenir dans les moindres délais, accoler à tous les échelons de commandement terrestre les moyens aériens correspondant et organiser un système de transmissions sûr et rapide.

Ceci se traduit en particulier par l'existence d'un Etat-Major d'opérations aériennes combinées à l'échelon corps d'armée du groupement aérien tactique et d'un poste de commandement aérien à l'échelon division.

La cohésion de l'ensemble est renforcée par la connaissance que terrestres et aviateurs ont acquis de leurs problèmes mutuels au cours de stages effectués les uns chez les autres.

Cette organisation, bien au point actuellement, donne satisfaction.

D. — A Oran, le général Gambiez nous a donné l'état de la pacification dans ce secteur.

Il a fait une comparaison entre la situation au 1<sup>er</sup> février et au 1<sup>er</sup> juillet 1959. Cette comparaison peut être citée comme un exemple des résultats de l'application du plan du commandement en chef dit « plan Challe » dans un secteur déterminé.

Le 1<sup>er</sup> février 1959, la Willaya n° 5, dirigée par un chef dynamique de vingt-cinq ans, dont le P. C. se trouvait à Oujda, était divisée en subdivisions territoriales militaires ou administratives comprenant à chaque échelon un chef et trois adjoints ; dans les douars, des groupes de l'Organisation Politique et Administrative étaient chargés du ravitaillement et de la propagande.

Les bandes armées en Oranie pouvaient être évaluées à environ 3.000 combattants répartis par sections de 30 à 40 hommes et par katiba de 80 à 100 hommes.

En outre, au Maroc, 2.000 supplétifs mal armés pouvaient être levés dans des camps de réfugiés ; 1.500 recrues étaient à l'instruction dans des camps (Nador, Berguent, etc.).

Des armes et des munitions débarquées dans des ports marocains leur étaient fournies et des dépôts étaient constitués à proximité de la frontière.

Des opérations discontinues furent poursuivies de février à avril dans l'Ouarsenis et dans la région de Tiaret. Des actions locales continues de pacification dans les secteurs (opérations de bouclage) et des actions de commandos de chasse furent effectuées par la mise en place d'une infrastructure de commandos correspondant aux bandes rebelles implantées.

Le 6 avril 1959, le bilan était le suivant :

Pertes amies : 101 tués, 223 blessés, 5 disparus, 41 déserteurs.

Pertes rebelles : 2.185 tués, 686 prisonniers, 1.812 arrêtés, 200 ralliés, 550 armes de guerre, 576 armes de chasse, 17 postes radio.

Le 1<sup>er</sup> juillet, le commandement pouvait faire état d'une désorganisation du Commandement rebelle et du réseau Radio (80 % des postes détruits) et d'une diminution presque totale des sabotages (incendies de récoltes).

L'action des rebelles se limite maintenant à des tentatives de passage par le Sud de bandes venant du Maroc (constituées par les recrues des camps d'instruction).

En avril 1959, trois bandes ont réussi le passage et ont progressé vers l'Algérois en se faisant sévèrement accrocher dans les Ksours.

Dans la région de Figuig, quatre bandes seraient en instance de franchissement. Les rebelles ont mis en place une ligne de ravitaillement sur l'axe Ksours-Djebel Amour, où nous avons saisi jusqu'à présent 30 tonnes de ravitaillement et 3 tonnes d'habillement.

Enfin, les rebelles font des essais de ravitaillement par caravane en contournant le barrage par l'extrême Sud.

## II. — LES BARRAGES ET LA SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES

### A. — *Le barrage Ouest.*

Nous avons visité plusieurs postes sur le barrage Ouest le 2 juillet, dans le secteur de Nemours, où nous avons assisté à des exercices d'alerte et à des tirs d'artillerie d'interdiction en avant du barrage.

Le barrage Ouest, le plus long et le plus ancien, a été mis en place progressivement de Port-Say à Figuig par 5 à 7 compagnies du génie. Il se décompose en trois parties :

- a) Le long de la frontière : sur 126 kms à partir de la mer, entre les Monts des Beni Snassen (Maroc) et les Monts des Traras (Algérie) et entre le Moyen-Atlas (Maroc) et les Monts de Tlemcen;
- b) Sur les Hauts-Plateaux d'alfa. Une zone plus ou moins large correspondant à une ou deux journées de marche existe entre la frontière et le barrage. Celui-ci n'est pas encore électrifié;
- c) Le long de la frontière, dans les Monts des Ksours, il reste encore une partie très sensible.

Les postes de surveillance sont distants de 3 à 5 kms. Les tirs d'artillerie se recoupent (nombre de coups tirés pour chaque alerte : 60 à 80).

Des postes radars, jumelés avec des canons de 90, ont une efficacité de 18 à 30 kms.

Le dispositif des forces terrestres de la ZOO comprend :

- a) Sur le barrage : 5 bataillons et un régiment de cavalerie;
- b) En arrière du barrage : 4 bataillons et un régiment de cavalerie;
- c) Dans l'intérieur, ayant une mission d'intervention et de pacification : 6 bataillons.

Le bilan de l'action des rebelles sur le barrage est le suivant :

Début 1958 : tentatives de franchissement près de la mer ;

Fin 1958 : tentatives de franchissement au Sud ;

Début 1959 : janvier : 23 tentatives au Nord ; février : 24 tentatives au Nord ; sur l'ensemble : deux succès.

Milieu 1959 : mars : 7 tentatives dans les Monts des Ksours ; avril : 8 tentatives ; mai : 5 tentatives ; juin : 2 tentatives ; vraisemblablement deux ou trois succès.

Les passages ont lieu de nuit par groupes de 30 à 40 hommes, porteurs de ravitaillement, munitions, armement, poste radio, etc.

#### B. — *Surveillance maritime.*

Le vice-amiral Géli, Préfet maritime de la 4<sup>e</sup> région (Oran), nous a accordé un entretien le 3 juillet.

L'amiral, outre ses fonctions administratives normales de préfet maritime, a le commandement opérationnel des forces

maritimes et aéronavales chargées de la surveillance maritime de la côte algérienne.

L'amiral Géli dispose d'un P. C. opérationnel situé à Oran et d'où il dirige les forces navales affectées à la surveillance du littoral par le Département de la Marine.

Sur le plan opérationnel, l'amiral Géli dépend du Commandant en chef des Forces Françaises en Algérie (Général Challe).

Il ressort principalement des déclarations de l'amiral que le but final de la Surveillance maritime est atteint, aucune contrebande d'armes rebelles n'ayant pu être détectée sur le littoral algérien depuis plusieurs années.

En outre, les prises effectuées soit dans nos eaux territoriales, soit en haute mer (prises de l'*Athos*, du *Slovenija*, du *Granita* et du *Lidice*) ont permis d'intercepter près de 850 tonnes d'armes et de munitions de contrebande.

Ce travail de surveillance maritime, quoique ingrat et peu spectaculaire, est néanmoins essentiel puisqu'il complète les deux barages terrestres Ouest et Est.

L'amiral s'est déclaré satisfait des moyens mis à sa disposition, ainsi que de l'organisation des Renseignements, qui a permis les captures des bateaux contrebandiers mentionnés ci-dessus.

D'après le général Dudognon, la surveillance maritime des côtes algériennes est très efficace, mais elle ne suffit pas. Des cargaisons importantes d'armes et de munitions sont débarquées dans les ports marocains, tunisiens et libyens.

Des dépôts sont ensuite constitués le long des frontières.

Le problème du blocus des pays voisins se pose sur le plan international.

### C. — *Surveillance aérienne.*

Les moyens mis en œuvre paraissent suffisants, l'ennemi n'ayant fait preuve d'aucune activité aérienne. Aucun parachutage de personnel ou d'armement n'a été décelé.

## **L'aspect humain de la pacification.**

### *I. — Visite de la S. A. U. (Section administrative urbaine) de la Kasbah d'Alger.*

Sous la direction du colonel Crozafon, commandant le secteur d'Alger Sahel, nous avons visité la Kasbah d'Alger.

Nous avons pu avoir un aperçu des différentes activités de la S. A. U. ; nous avons visité un ouvroir et un foyer sportif.

La Kasbah, où 85.000 personnes sont recensées, abrite, en réalité, plus de 100.000 habitants. Le taux moyen de la haute et basse Kasbah est de 3.000 à l'hectare contre 600 dans le quartier le plus peuplé de Paris.

Il faut reloger dans un espace de quelques années 40.000 habitants en faisant une kasbah moderne qui doit prendre la place de la kasbah actuelle.

L'effet psychologique serait considérable, la Kasbah d'Alger, nous dit l'officier S. A. S., étant le poumon de l'Algérie.

Dans la Kasbah, il existe un centre de formation professionnelle féminin dirigé par des dames non fonctionnaires. On apprend aux jeunes filles et aux jeunes femmes musulmanes à tricoter, à coudre, à fabriquer des fleurs artificielles en plastique.

C'est un embryon intéressant d'émancipation de la femme musulmane.

Dans la Kasbah, la renaissance syndicale est une réalité.

Les responsables de l'Armée souhaitent d'ailleurs la formation de syndicats professionnels.

Un syndicalisme intelligent et strictement limité aux questions professionnelles pourrait être d'un immense intérêt pour la promotion sociale musulmane. L'industrialisation qu'entraînera la réalisation du plan de Constantine rendra ce syndicalisme inévitable ; il serait utile de s'en préoccuper dès maintenant.

### *II. — Le problème de la jeunesse en Algérie.*

Le général Gribius qui vient d'ailleurs d'être remplacé à la Direction du service de la Jeunesse par le général de Segonzac nous a entretenu de ce problème. Sur 120.000 enfants en âge de scolarisation tous les ans, 20.000 seulement fréquentent les écoles, 20 à 30.000 vivent chez leurs parents, 70.000 sont livrés à eux-mêmes.

L'Armée a entrepris dans ce domaine une œuvre de scolarisation et de formation professionnelle.

Elle a lancé une action de masse à la base par la création de foyers sportifs, où les jeunesses européenne et musulmane seront mélangées.

Ces foyers sportifs se prolongent par des foyers de jeunes dirigés par des sous-lieutenants et des moniteurs ; il s'agit de former des artisans de village (alphabétisation, cuisine, hygiène et puériculture).

Enfin, des centres de formation professionnelle ont pour objet de former des ouvriers qualifiés. L'effectif d'un centre compte environ 40 jeunes gens de seize à dix-huit ans.

Dans l'Oranie ont été mis en place 150 foyers sportifs, 30 foyers professionnels et 30 centres de formation professionnelle.

Votre délégation a jugé que cette entreprise de formation de la jeunesse musulmane qui en est à ses débuts était d'un grand avenir ; elle souhaite que les offres d'emplois (qui naîtront nécessairement de l'équipement et de l'industrialisation) soient faites en liaison étroite avec le Service de formation des jeunes.

### III. — *Villages de regroupement.*

Votre délégation, dans le court laps de temps dont elle disposait, n'a pu visiter que deux villages de regroupement en Oranie du Nord.

A l'origine, il s'est agi de camps de regroupement, les Musulmans logeant sous la tente étant contraints à l'évacuation de leurs douars pour des raisons de sécurité.

Ces camps ont fait place progressivement à des villages avec des rues et des adductions d'eau communes aux habitants.

La femme musulmane, à qui incombait la corvée de l'eau à des kilomètres de distance de son lieu d'habitat, apprécie particulièrement cette innovation.

L'Armée a prêté des bétonnières ; on fabrique sur place des agglomérés de ciment et, avec le concours de la main-d'œuvre militaire, les Musulmans construisent leurs maisons.

Ces villages ont à leur tête une municipalité entièrement musulmane ; le maire, suivi de son conseil municipal, nous a salués à notre arrivée dans divers centres. L'adjoint et lui-même étaient ceints de leur écharpe. Ils ont conscience du rôle qu'ils accomplissent.

Les officiers S. A. S. les mettent au courant pour l'établissement de l'état civil et la réalisation des diverses formalités administratives.

Ces regroupements présentent un double intérêt :

— sur le plan militaire, ils permettent une saine économie et une meilleure efficacité des forces dans la protection des personnes et des biens. Ils enlèvent aux rebelles le support logistique — personnel et matériel — qu'est susceptible de leur fournir une population dispersée ;

— sur le plan social (économique, sanitaire, scolaire, etc.), ils favorisent la promotion d'une population jusque-là éparse et, de ce fait, placée dans l'impossibilité d'améliorer sa condition.

\*  
\* \*

En conclusion, votre délégation rapporte de son voyage une impression de confiance et quelques motifs d'inquiétude.

A. — Confiance d'abord.

La pacification du Nord-Oranais semble atteindre un stade enfin satisfaisant. L'effort de l'armée s'est perfectionné, assoupli et confirmé dans ces dernières années à un degré qui mérite d'être signalé. Les appuis Air Terre notamment sont souvent devenus des modèles que l'étranger, inquiet de son propre avenir, demande à connaître. La collaboration des différentes armes est un fait acquis.

Tout le monde est unanime à reconnaître la qualité exceptionnelle du contingent. Partout, on sent une unité de doctrine précieuse. Les troupes opérationnelles font preuve de mordant et les unités maintenues au quadrillage s'emploient avec vigueur à conserver l'initiative et le contrôle de leur territoire.

L'augmentation des enrôlements des musulmans dans les troupes supplétives et régulières doit être considéré comme un signe certain des progrès réalisés.

De plus, l'Armée se trouve engagée dans des tâches de pacification qui renouent avec ses plus grandes traditions et des succès ont été indiscutablement obtenus, malgré des moyens trop souvent insuffisants.

A la lecture du présent rapport, on pourra juger de l'importance des S. A. S., S. A. U., des centres de formation de la jeunesse musulmane, des centres de regroupement, des écoles, des travaux d'équipement (adductions d'eau, D. R. S., etc.).

Enfin, les barrages, tant de terre que de mer, jouent un rôle de protection indispensable, rendant plus rare et plus difficile l'apport d'armes et de munitions notamment. Dans les djebels, en effet, et depuis toujours, l'arme fait le combattant.

En somme, dans cette région du Nord-Oranais, où les bandes ont été décimées et dispersées par les opérations Challe de février-mars, où le personnel militaire, en parfaite cohésion avec les quelques fonctionnaires civils, maintient la paix d'une façon générale à l'abri des barrages, soustrait la population à l'emprise du terrorisme, est en voie de supprimer l'organisation politique et administrative qui permettrait la renaissance de la rébellion, regroupe la population et, dans certains cas, lui fait ainsi franchir, en fait, plusieurs stades de progrès matériels en peu de temps, amorce enfin une promotion économique et sociale dans la mesure surtout où elle permet à de jeunes musulmans de devenir en un an aptes à un emploi (centres de formation), la partie pourrait paraître gagnée.

Si l'on ajoute les perspectives du Plan de Constantine, telles que les a précisées pour nous avec beaucoup de lucidité et d'autorité le délégué général Delouvrier, celles également des plans qui pourront suivre la réalisation de celui de Constantine, la multiplication de l'emploi qu'on peut en attendre, la collaboration généreuse et nouvelle de certains colons qu'il nous a été donné de connaître durant notre bref séjour et pour lesquels l'élan de fraternisation de 1958 a eu l'effet d'un choc psychologique (Rio Salado) — l'impression qui se dégage des faits est optimiste.

B. — Il faut cependant analyser les motifs d'inquiétude qui subsistent et d'abord relever rapidement les quelques déficiences techniques que mettent en valeur les exposés de la première partie de ce rapport.

I. — Il existe une crise d'effectif (360.000 au lieu de 400.000), à laquelle vient progressivement remédier la mise sur pied de 40.000 harki.

Or, nous avons vu que *l'encadrement des harki fait gravement défaut.*

*Les équipages d'avions sont surmenés* (un seul équipage par avion pour l'air, 1,5 pour la terre). Si les types d'avions étaient unifiés, on gagnerait un tiers de l'effectif au sol.

Il existe une *crise générale des cadres* de longtemps dénoncée. Les officiers subalternes sont trop âgés (moyenne d'âge des capitaines : 41 ans, au lieu de 30 à 35, qui conviendrait) et les sous-officiers de carrière manquent cruellement. Il faudra bien, non pas envisager, mais réaliser d'urgence la revalorisation de la condition militaire.

Pour le contingent, enfin, il serait nécessaire que tout soldat appelé connaisse la date de la fin de son temps. Sans doute, faudrait-il insister une fois de plus sur le devoir qu'a la Nation de respecter le moral, actuellement sans défaillance, de l'armée (presse métropolitaine, etc...), mais il s'agit de sujets qui ont été suffisamment traités par toutes vos délégations antérieures.

Au point de vue matériel, où les observations voulues ont déjà été faites également, votre délégation entend n'insister que sur deux points.

En matière d'avions, le *T 6 doit être remplacé par un appareil simple, rustique, facile à mettre en œuvre* et il faudrait pratiquement doubler le nombre de nos hélicoptères lourds (400 au lieu de 215).

II. — Ces nécessités techniques étant rappelées, votre délégation, à qui les activités incombant à l'armée ont paru, on l'a dit d'autre part, multiples certes et heureusement orientées, désire souligner combien lui est apparue de façon brutale *l'exigence d'une relève rapide par des fonctionnaires et des techniciens civils* de tous ordres venant de la Métropole (médecins, assistants, instituteurs, etc.).

La sous-administration de l'Algérie qui compte certainement parmi les causes de la rébellion semble de nouveau menaçante. L'Armée a pacifié des territoires où l'implantation des Français de souche ne s'était pas faite ; elle a répandu des bienfaits, donc créé des besoins. Il serait grave que ces besoins ne soient pas satisfaits. Au cas où les dispositions confiantes que nous avons pu constater chez les musulmans, l'attente qui est la leur, ne recevraient pas une réponse de jour en jour amplifiée, il est à craindre que leur collaboration se rétracte et que le travail à refaire éventuellement dans l'avenir, s'il était encore temps, soit plus difficile encore que celui dont nous avons constaté aujourd'hui la réussite dans le Nord.

Oranais. Il suffirait sans doute de relâcher l'effort peu de temps pour qu'il devienne très difficile de le reprendre.

Votre délégation est unanime sur ce point comme sur les autres. Elle insiste spécialement sur l'effort gouvernemental qui doit être entrepris sans retard quant aux affectations des fonctionnaires et à l'orientation de notre jeunesse (médecine, enseignement, Ponts et Chaussées, etc.) vers les postes aujourd'hui confiés à l'Armée et vers ceux dont la création s'avérera nécessaire à brève échéance. Peut-être même le Gouvernement devra-t-il envisager un régime de stages professionnels obligatoires en Algérie pour certaines catégories.

Enfin, on peut se demander si les tâches si multiples et variées accomplies actuellement par l'Armée et dont elle seule pouvait, dans les circonstances actuelles, amorcer le développement, ne finiraient pas à la longue par l'user, par la détourner de son entraînement strictement militaire, et par en diminuer le tonus, si elle n'était pas progressivement déchargée.

Dans un autre ordre d'idées, la délégation de la Commission de la Défense et des Forces armées du Sénat a été frappée du prix des œuvres à caractère civil entreprises par l'Armée. Aux questions posées après son retour par le rapporteur, il a pu être précisé qu'il pouvait se chiffrer entre 15 et 20 milliards de francs. Il lui a paru souhaitable que soient groupées, dans le prochain budget de la Défense nationale, toutes les dépenses à caractère civil dans un chapitre distinct.

III. — Le barrage des frontières de terre et de mer a été un grand progrès, mais il n'a pas suffi à asphyxier la lutte ; *les bases rebelles elles-mêmes le long de nos frontières devront disparaître.*

L'existence des camps de Nador et de Berguent constitue, en dehors même de leur rôle logistique, un danger permanent pour la France sur le plan de l'armement psychologique.

*On ne peut donc passer sous silence ce facteur psychologique si difficile à analyser, mais dont le rôle nous est apparu très important.*